



INSTITUT DE LA PROTECTION
SOCIALE EUROPÉENNE

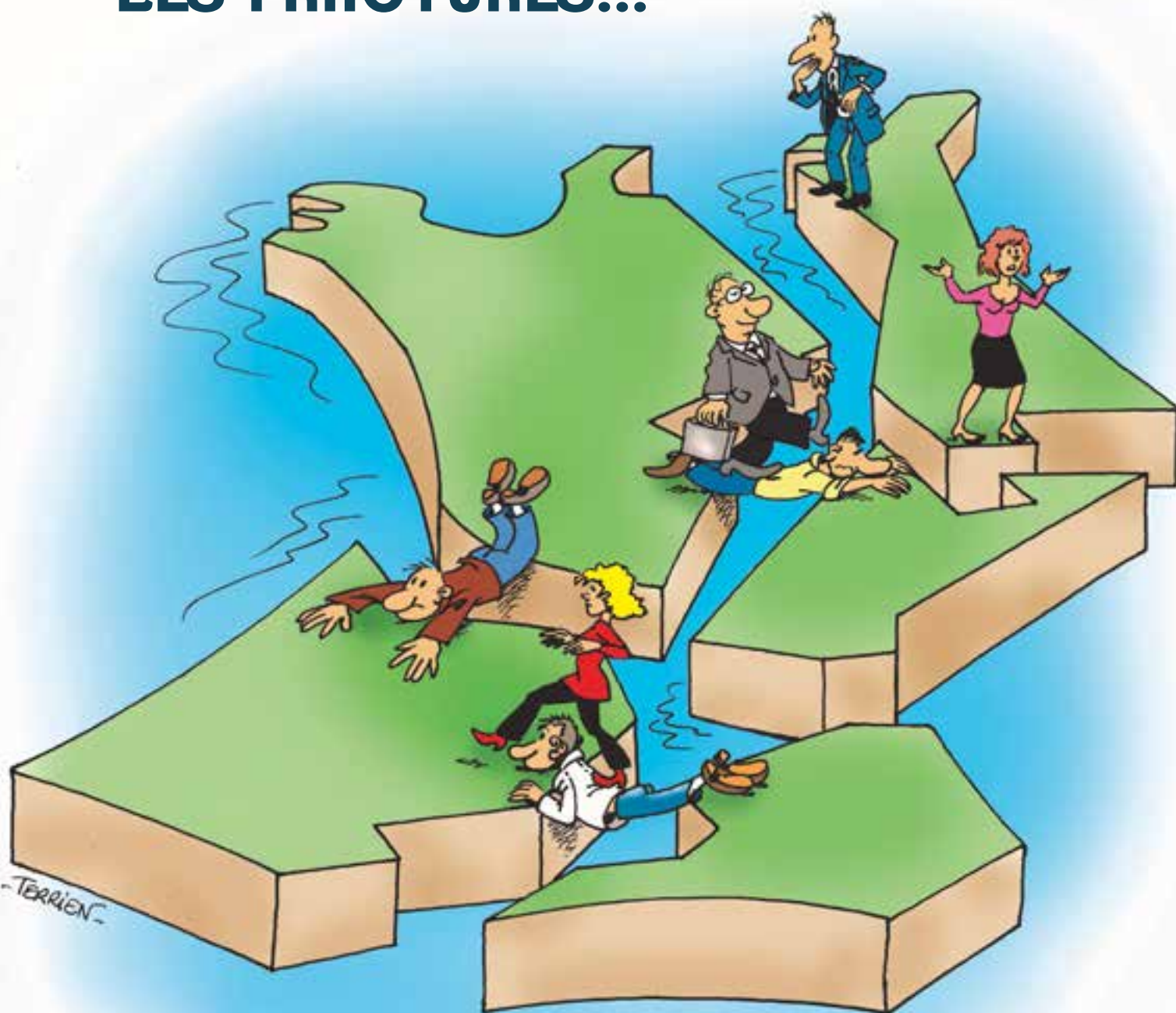
Une voie pour la solidarité en Europe

Folio

DOSSIER SOCIÉTAL

Février 2019

ENJEU : RESSOUDER LES FRACTURES...



ÉDITO

3 - Jean-Claude GENET Directeur général de l'Ipse

4 - Jean-Claude GENET General director of Ipse

DOSSIER

5 - Besoins de santé : 4 enjeux à ne pas rater !

7 - Health needs: 4 issues not to be missed !

9 - Initiatives de la société civile

par **Hervé Le Bras** démographe et historien

12 - Cancers professionnels : l'Union européenne renforce la protection des travailleurs

par **Claude Rolin**, député européen

13 - Occupational Cancer : the European Union strengthens the protection of workers

by **Claude Rolin**, MEP

14 - Inventer une Société de la longévité solidaire

par **Serge Guérin**, Sociologue et Professeur à l'INSEEC

15 - Réchauffement climatique : quel impact pour les assurances santé ?

par **Patrick Cuenot**, formateur, coach & consultant veille stratégique

18 - La transition écologique doit s'accompagner d'un nouveau modèle d'entreprise

par **Lucid Schmid**, co-présidente de la Green European Fondation

20 - Avancées et incertitudes de la politique européenne de santé au travail

par **Laurent Vogel**, responsable du département Conditions de travail, Santé et Sécurité à l'INSTITUT SYNDICAL EUROPEEN

21 - Progress and uncertainties of European occupational health policy

by **Laurent Vogel**, Head of the Health and Safety Department at the EUROPEAN TRADE UNION INSTITUTE

Ipse

• 92, Boulevard de Magenta - 75010 Paris
Tél. +33 1 40 37 13 88 - Fax +33 1 40 36 07 65
europesociale@euroipse.org
<http://www.euroipse.org>

DOSSIER FEVRIER 2019 ISSN 1278-6160

Directeur de la publication : Jean-Claude Genêt

Rédacteurs : Jean-Claude Genêt, Myriam Serres, Camille Boucher

Traductions : Carlos Fiuza, Myriam Serres

Conception, réalisation et impression : Lilliane Camard

Illustration : Jean-Pierre Terrien



Jean-Claude GENET

Directeur général
de l'Ipse

L'Europe est confrontée comme l'ensemble des pays de la planète à des défis importants, pour d'aucuns, nous sommes à un moment charnière du devenir de l'humanité au regard des enjeux climatiques, démocratiques, économiques et sociaux.

Plus aucune voix ne s'élève des climatosceptiques, la question n'est plus de nier le changement climatique mais de contenir son ampleur, au regard des différents indicateurs : émission de CO₂ ou de biodiversité par exemple.

Aucune amélioration notable n'est observée depuis le discours du Président Jacques Chirac devant l'assemblée nationale au IV^e sommet de la Terre le 2 septembre 2002, avec comme phrase d'ouverture : « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs », qui est restée dans notre mémoire collective. Ainsi les générations à venir vivront dans quelques décennies à des températures élevées de 3 à 5 degrés, et donc dans un environnement transformé soumis à des catastrophes climatiques de plus grande ampleur et plus fréquentes. Aujourd'hui déjà nous commençons à percevoir dans notre quotidien les premiers effets.

La mondialisation de l'économie a conduit au développement de passagers clandestins¹, qui s'affranchissent de tous liens de solidarité et de fraternité avec leurs semblables. Le récent rapport de l'ONG OXFAM précise que la concentration de la richesse s'est encore accentuée en 2018. Ainsi 26 milliardaires ont désormais entre leurs mains autant d'argent que la moitié la plus pauvre de l'humanité, en 2010 ils étaient 388. La machine inégalitaire, s'est emballée créant des tensions sociales, politiques aboutissant dans plusieurs pays démocratiques à l'arrivée de pouvoirs autoritaires.

En France, le mouvement des gilets jaunes surprenant par sa forme et son ancrage dans le temps, est porteur d'un cri « ça suffit, nous voulons mieux vivre », avec des revendications parfois contradictoires mais qui traduisent un mal être social et économique profond en résonance avec les défis de santé, de cohésion sociale et de démocratie.

L'Europe va-t-elle être à la hauteur de ces enjeux en refondant son projet porteur d'un modèle social construit sur la solidarité et un bien être pour tous ? Telle est la thématique au cœur des élections européennes du printemps prochain.

Ce dossier met en avant les questions, les avancées et les défis.

Bonne lecture

La seule voie qui offre quelque espoir d'un avenir meilleur pour toute l'humanité est la coopération et du partenariat

Kofi Annan

¹ Les nouveaux passagers clandestins, selon Eloi Laurent, sont tous ceux qui parviennent à bénéficier des infrastructures (ponts, routes, rues), des services publics (crèches, écoles, hôpitaux) et des systèmes de régulation (police, justice, gouvernement) assis sur le fonctionnement du système fiscal et social sans en assumer le coût sur le plan personnel.



Jean-Claude GENET

General director
of Ipse

Europe is confronted, as all the countries of the planet, with important challenges. For some, we are at a pivotal moment of the future of humanity with regard to the climatic, democratic, economic and social stakes.

No more voices are raised by climate-skeptics, the question is no longer to deny climate change but to contain its magnitude, given the different indicators: CO₂ emissions or biodiversity, for example.

No significant improvements have been observed since the speech of President Jacques Chirac before the National Assembly, in the fourth Earth Summit, on 2 September 2002, with the opening sentence which remained in our collective memory: «Our house burns and we look elsewhere». Thus, in a few decades the future generations will live at temperatures of 3 to 5 degrees higher, and therefore in a transformed environment subject to climate disasters of greater magnitude and more frequent. Today already we begin to perceive the first effects in our daily lives.

The globalization of the economy has led to the development of *stowaways*¹, who free themselves from all bonds of solidarity and fraternity towards their fellows. The recent report of the NGO OXFAM states that the concentration of wealth has increased in 2018. Thus, 26 billionaires now have in their hands as much money as the poorest half of humanity – in 2010 they were 388. The inegalitarian machine is on a rampage, creating social and political tensions which lead in several democratic countries to the arrival of authoritarian powers.

In France, the movement of the yellow vests, surprising in its configuration and duration, is a bea-

rer of a cry that enough is enough, we want to live better. With sometimes contradictory claims but which reflect a deep social and economic hardship in resonance with the challenges in health, social cohesion and democracy.

Will Europe be up to these challenges by re-founding its project carrying a social model built on solidarity and well-being for all? This is the theme at the heart of the European elections next spring.

This issue of Folio highlights the relevant questions, progresses and challenges.

Good reading!

The only route that offers any hope of a better future for all humanity is that of cooperation and partnership

Kofi Annan

¹ The new stowaways, according to Eloi Laurent, are all those who manage to benefit from infrastructures (bridges, roads, streets), public services (nurseries, schools, hospitals) and regulatory systems (police, justice, government) sitting on the functioning of the tax and social system without bearing the cost on a personal level.

Besoins de santé : 4 enjeux à ne pas rater !

Le 30 Novembre dernier à Paris, dans le cadre d'un colloque organisé en partenariat avec AG2R la mondiale, Terra Nova a présenté un rapport définissant les futurs besoins de santé.

Les mutuelles et groupes de protection sociale seront sans nul doute impactés par ces évolutions, classées en quatre « défis ». Nous avons donc souhaité les partager avec vous et orienter nos travaux sur ces quatre thématiques pour cette année 2019.



Le 30 Novembre dernier à Paris, dans le cadre d'un colloque organisé en partenariat avec AG2R la mondiale, Terra Nova a présenté un rapport définissant les futurs besoins de santé. Les mutuelles et groupes de protection sociale seront sans nul doute impactés par ces évolutions, classées en quatre « défis ». Nous avons donc souhaité les partager avec vous et orienter nos travaux sur ces quatre thématiques pour cette année 2019.

Le premier défi cité par ce rapport est le **vieillessement de la population**. Ce phénomène modifie les besoins de santé pour plusieurs raisons. Premièrement, l'augmentation de l'espérance de vie induit une augmentation du temps de vie avec incapacité. Certaines déficiences sensorielles ou moteur sont liées à l'âge. Deuxièmement, le vieillissement de la population est corrélé à la hausse des affections longue-durée. En 2014, 16% des personnes affiliées au régime général d'assurance

maladie étaient concernées. En 2030, nous devrions dépasser les 20%. Cette évolution aura sans doute des conséquences néfastes pour le système d'équité intergénérationnel car les dépenses dans le cadre d'ALD sont particulièrement élevées. Troisièmement, les personnes âgées sont plus susceptibles de développer plusieurs maladies en même temps, ce qui aggrave les conséquences de chaque maladie prises séparément et accroît le recours aux services de santé. Enfin, les

dépenses publiques augmentent également en termes de prise en charge de la perte d'autonomie.

Le système actuel privilégiant le maintien à domicile le plus longtemps possible suivi d'un hébergement en Ehpad souvent mal préparé, montre ses défaillances. Il devra donc être repensé et le rôle des acteurs en sera également modifié. Quelles seront donc les formes de solidarité les plus adéquates pour faire face à cette problématique ? Comment mettre l'accent sur la prévention pour allonger au maximum l'espérance de vie en bonne santé ?

Ce rapport met également le doigt sur un autre défi majeur : le **changement climatique** et son impact sur nos sociétés. Un rapport de 2009 publié par la revue britannique *the Lancet*, identifiait le réchauffement climatique comme la plus grande menace pour notre santé. En effet, les phénomènes météorologiques extrêmes qui en découlent provoqueront des déstructurations de l'habitat, une désorganisation des systèmes agricoles, ou encore une propagation plus importante de certaines maladies. Coups de chaleur, malnutrition, et maladies diarrhéiques seront au rendez-vous ! Le rapport de Terra Nova inclut des cartes illustrant par exemple les régions de France les plus exposées aux risques climatiques et l'Île de France en fait partie ! Grâce à des efforts d'adaptation et des poli-

tiques adéquates, il serait possible de faire évoluer du simple au triple l'impact sur notre santé.

Ainsi, le troisième défi met l'accent sur la **santé environnementale** mais surtout sur les facteurs qui peuvent être modifiés dans notre environnement pour éviter le développement de certaines pathologies. Ici, ce sont les qualités de l'air et de l'eau qui sont principalement visées, ainsi que l'exposition aux rayons ultraviolets. En effet, cela joue sur les maladies respiratoires, l'aggravation de l'asthme et des allergies. Par conséquent, une autre approche pour répondre aux défis de santé serait une approche préventive qui consisterait à limiter les facteurs de risque. De nombreux paramètres peuvent être pris en compte tels que l'alimentation. Par exemple, il existe un niveau de preuves scientifiques suffisant pour affirmer que la consommation de viande (hors volaille) augmente le risque de cancer colorectal.

Une action peut être entreprise au niveau individuel pour modérer ce facteur de risques. Mais en ce qui concerne la restriction des perturbateurs endocriniens ou des particules fines, les discussions doivent intégrer les industriels, les collectivités territoriales et des experts, même si le rôle du citoyen reste important. Il s'agit donc de redistribuer les rôles et la place du débat sur la santé.

Enfin, le quatrième défi qui influe sur les besoins en matière de santé sont les **mutations du travail**. Contrairement aux idées reçues, les efforts physiques et les contraintes posturales se sont amplifiés depuis 30 ans. Le progrès technique, en augmentant la cadence et la productivité induit une intensification du travail et un stress accru. En découlent une recrudescence des TMS et des risques psycho-sociaux. Ainsi, les chiffres des troubles tels que la dépression, le trouble anxieux, ou le stress post traumatiques présentés dans ce rapport sont alarmants. Face à des conditions de travail particulièrement délicates dans certains domaines, le système d'assurances va devoir s'adapter.

Ainsi, ce rapport s'achève par l'idée que réparer les préjudices subis par voie assurancielle ne suffira pas. Des efforts collectifs de prévention et d'organisation seront nécessaires. Le prise en compte de ces quatre défis sera incontournable. L'Ipse propose donc d'articuler sa veille et ses événements autour de ces quatre volets. ■



Terra Nova est un think tank progressiste indépendant ayant pour but de produire et diffuser des solutions politiques innovantes en France et en Europe.

Health needs: 4 issues not to be missed!

Last November 30 in Paris, as part of a symposium organized in partnership with AG2R la Mondiale, Terra Nova presented a report defining future health needs. Mutual funds and social protection groups will undoubtedly be affected by these developments, classified into four «challenges». We therefore wished to share them with you and focus our work on these four themes for this year 2019.



The first challenge cited by this report is the **aging of the population**. This phenomenon modifies health needs for several reasons. First, the increase in life expectancy induces an increase in life time with disability. Some sensory or motor impairments are related to age. Second, the aging of the population is correlated with the rise in long-term conditions. In 2014, 16% of people affiliated to the

general health insurance scheme were concerned. By 2030, we should exceed 20%. This development will undoubtedly have adverse consequences for the intergenerational equity system as spending on ALD is particularly high. Third, older people are more likely to develop multiple diseases at the same time, worsening the consequences of each disease separately and increasing the use of health services. Finally, public spending also increases

in terms of taking charge of the loss of autonomy. The current system emphasizing home care as long as possible followed by a transfer to a retirement home, often poorly prepared, shows its failures. It will have to be redesigned and the role of the actors will therefore be modified. What forms of solidarity will be most appropriate to deal with this problem? How to focus on prevention to maximize life expectancy in good health?

This report also points to another major challenge: **climate change** and its impact on our societies. A 2009 report published by the British magazine *The Lancet* identified global warming as the greatest threat to our health. Indeed, extreme weather events that result, will cause dizorganisations of habitat, disruption of farming systems, or a greater spread of certain diseases. There will be no lack of heat stroke, malnutrition, and diarrheal diseases! The Terra Nova report includes maps illustrating for example the regions of France most exposed to climate risks and the Ile de France is one of them! Thanks to adaptation efforts and appropriate policies, it is possible to decrease the impact on our health up to one third.

Thus, the third challenge focuses on **environmental health** but especially on the factors that can be modified in our environment to prevent the development of certain pathologies. Here, the qualities of air and water are mainly targeted, as well as exposure to ultraviolet rays. Indeed, it plays on respiratory diseases,

aggravation of asthma and allergies. Therefore, another approach to addressing health challenges would be a precautionary approach that would limit risk factors. Many parameters can be taken into account such as power supply. For example, there is a sufficient level of scientific evidence to suggest that meat consumption (excluding poultry) increases the risk of colorectal cancer. Action can be taken at the individual level to moderate this risk factor. But as far as the restriction of endocrine disruptors or fine particles is concerned, the discussions should include industrialists, local authorities and experts, even if the role of the citizen remains important. It is therefore a question of redistributing the roles and the place of the debate on health.

Finally, the fourth challenge that affects health needs is the **changes in work**. Contrary to popular belief, physical efforts and postural constraints have increased over the last 30 years. Technical progress, by increasing the pace and productivity, leads to increased work inten-

sity and increased stress. The result is an upsurge in MSDs and psychosocial risks. Thus, the numbers of disorders such as depression, anxiety disorder, or post-traumatic stress presented in this report are alarming. Faced with particularly delicate working conditions in certain areas, the insurance system will have to adapt.

Thus, this report ends with the idea that repairing the injuries suffered through insurance will not suffice. Collective prevention and organization efforts will be needed. Taking into account these four challenges is inescapable. As a result, Ipse proposes to articulate its watch and its events around these four points.■



Terra Nova is an independent progressive think tank aiming to produce and disseminate innovative political solutions in France and Europe.

INITIATIVES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

par Hervé Le Bras démographe et historien



De tous temps, l'opposition politique majeure fut celle des pauvres contre les riches. Ce clivage est au cœur de la politique d'Aristote, elle est ou encore reprise par Machiavel ou plus près de nous par Marx. Toutefois, ces dernières années, les divergences se cristallisent sur le dualisme peuple/migrations. Et ce, malgré l'accroissement des écarts de richesses et de revenus entre les plus riches et le reste de la population. Comment comprendre ce revirement historique ?

En cette période où le mouvement des gilets jaunes s'éternise, nous avons choisi de vous faire partager le discours prononcé par Hervé Le Bras lors de la 45^e Rencontre Ipse, qui nous amène à réfléchir sur le type de démocratie que nous voulons.

A travers une analyse que nous avons trouvée particulièrement fine et originale, le géographe

Hervé le Bras parvient à faire le lien entre conviction politiques des individus et positionnement géographique et nous montre à quel point l'isolement géographique (avec notamment l'éloignement des services publics) peut-être déterminant.

Dans toute l'histoire, les questions démocratiques ont été des questions sociales. Aristote met en avant la démocratie, c'est-à-dire l'égalité numérique,

contre l'oligarchie, c'est-à-dire l'égalité des mérites. Machiavel oppose, quant à lui, le petit peuple et le peuple des riches.

Nous sommes en face d'un nouveau clivage. Le clivage ne concerne plus les pauvres contre les riches. Il concerne les pauvres contre les plus pauvres, qui sont les migrants. Dans les années 30, même si la xénophobie était très présente, aucune élection ne s'est jouée sur la question de l'étranger.

Le terme écologie a été créé par un biologiste allemand, **Ernst Haeckel**, dans les années 1870. Ce terme désignait les relations que les êtres vivants ont entre eux. Il a ensuite été repris dans les années 30 par les sociologues de l'école de Chicago, sous le nom écologie urbaine.

Historiquement, la dimension sociale était importante dans l'écologie.



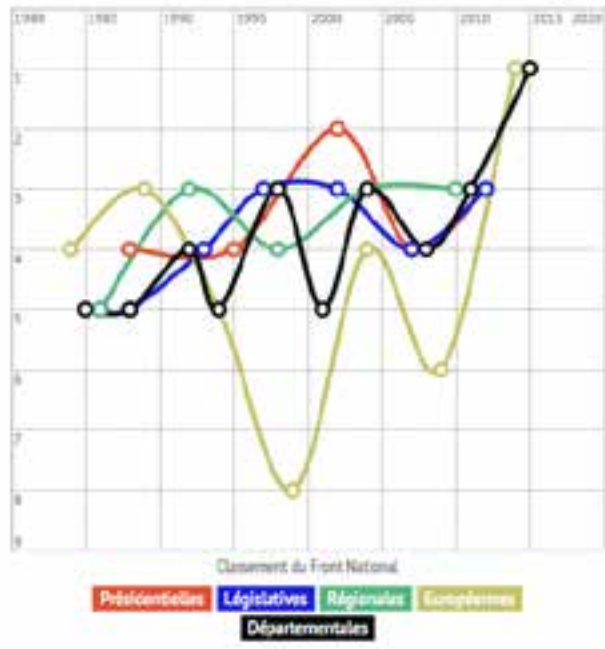
Les personnes sont entourées de leur famille, de leur voisinage, puis de leur pays, c'est-à-dire de l'espace de vie commune. Il existe des cercles successifs de sociabilité.

En France, historiquement, il existe une très grande différence entre deux types de pays, au regard de la sociabilité.

Les pays situés au Nord-Est et les pays situés autour de la Méditerranée sont des pays de populations agglomérées. Au moins depuis Charlemagne, la population de ces pays est regroupée dans des villages. Au Nord-Est, les champs ne sont pas clôturés et les cultures sont communes. La vie de la commune était très forte.

Dans l'Ouest et dans le Sud-Ouest, il existait des bocages. Chacun était séparé des autres.

En 1872, dans le département de la Marne, 95 % de la population vivait en agglomération. Dans l'Ille-et-Vilaine, ce taux était seulement de 25 %. Dans ce département, la population était ainsi éparpillée. En outre, les conditions de transport étaient difficiles. Les rapports humains étaient très différents suivant les deux types de pays. Dans les pays ouverts, les personnes étaient confrontées en permanence à leurs voisins. Elles avaient ainsi besoin de mettre de la distance. A l'inverse, à l'Ouest et au Sud-



Ouest, il fallait trouver une anthropologie qui rassemble les personnes. L'historien March Bloch a consacré un livre à ce sujet, intitulé *les caractères originaux de l'histoire rurale française*.

Encore maintenant, nous pouvons distinguer les pays de populations agglomérées et les pays de bocage. En outre, la carte de ces pays est très voisine de la carte du Front National.

La carte du front national apparaît brutalement en 1984. En 1978, aux législatives, le Front National avait recueilli 0,2 % des voix. En 1984, il a recueilli 11 % des voix. La carte du Front National n'a que peu évolué depuis 1984.

A partir des années 70, avec la modernisation de la France, le système routier s'améliore. L'usage de la voiture se

répand. Les industries se concentrent. Le travail s'oriente de plus en plus vers les grandes agglomérations.

Dans les pays de populations agglomérées, la vie de village disparaît. Les petits commerces disparaissent, au profit de grandes surfaces. Les personnes ne font plus leurs achats dans les lieux d'habitation ; elles ne travaillent plus non plus dans les lieux d'habitation. La vie en commun disparaît. Le voisin devient un étranger.

Dans les pays du bocage, les difficultés à rencontrer les autres s'amenuisent fortement, grâce à l'amélioration du système routier.

Dans les pays de populations agglomérées, l'anthropologie joue un rôle négatif, tandis que dans les pays de bocage, elle joue un rôle positif.

La carte du Front National s'explique au regard des changements dans le lien social. Dans le Nord-Est et en méditerranée, nous constatons une rupture du lien social ; dans l'Ouest, un renforcement du lien social.

La distance aux métropoles a été considérée comme un facteur explicatif du vote extrémiste. Aux dernières élections présidentielles, le vote en faveur

de Marine Le Pen représentait 5 % dans les territoires situés à 5 kilomètres de Paris, 20 % dans les territoires situés à 20 kilomètres et 40 % dans les territoires situés à 40 kilomètres. Les mêmes tendances s'observent autour de Lyon ou de Nantes. Ceci étant, dans les territoires situés à plus de 70 kilomètres d'une grande ville, le pourcentage de votes en faveur de Marine Le Pen diminue. Cette tendance s'explique par la périurbanisation. Par exemple, des personnes se sont installées à Nemours. Les nouveaux résidents ne connaissent personne. Ils ne sont pas très bien perçus par les propriétaires de résidences secondaires. En outre, même s'ils ne sont pas pauvres, ils ont atteint la limite de leurs capacités financières. Leur équilibre économique est fragile.

L'importance du FN diffère également selon la taille des communes. Il est de 5 % dans les communes de 2 millions d'habitants ; il est de 12 % dans les communes de plus de 100 000 habitants. Dans les communes de moins de 5 000 habitants, il atteint 35 %. Les petites communes ont été vidées de leur substance.

Un mouvement général de ségrégation sociale a eu lieu en France. Dans les années 70, les cadres et les professions libérales sont répartis dans tout le territoire ; désormais, ils sont concentrés dans les

grandes villes. La proportion de cadres supérieurs titulaires d'un diplôme de niveau licence au moins augmente avec la taille des villes. Les personnes qui sont dans les petites villes sont coupées du reste de la société. Des populistes opposent le peuple et l'oligarchie. Le peuple a très peu de représentants au sein de l'oligarchie.

En France, 60 % des ouvriers ne sont ni des ouvriers de l'industrie ni des ouvriers des travaux publics. Les ouvriers des secteurs où il existait une classe ouvrière ne représentent que 40 % des ouvriers. Ces ouvriers sont en outre désormais quasiment aussi ruraux que les agriculteurs.

Par ailleurs, la carte des votes en faveur de Macron est l'inverse de la carte des votes en faveur de Le Pen.

“ Le clivage ne concerne plus les pauvres contre les riches. Il concerne les pauvres contre les plus pauvres ”

Il existe plusieurs déterminants du vote Macron. La carte du vote Macron est la même que la carte de la proportion de personnes qui adhèrent à un club sportif. Elle est aussi la même que la carte de la proportion d'agriculteurs en 1968. En 1968, les agriculteurs étaient nombreux dans les villages de l'Ouest et du Sud-Ouest. Ce sont désormais les enfants et les petits-enfants qui

habitent dans l'Ouest et dans le Sud-Ouest. Ces personnes savent qu'à une époque, la misère était grande. Ils ont ainsi encore le sentiment d'un progrès social.

Dans les zones du Nord Est et de la méditerranée, l'exode rural est ancien. Ainsi, il n'y a plus de souvenirs personnels. Le souvenir est lointain et souvent le passé est enjolivé.

J'ai tracé la carte de la proportion de gilets jaunes présents samedi dernier. Les gilets jaunes sont très présents dans la diagonale du vide. La carte des gilets jaunes est la même que celle des zones situées à plus de 15 minutes d'un service public ou d'une pharmacie. Les personnes se sentent complètement isolées. Par ailleurs, pour les personnes périurbaines, la hausse des coûts d'essence accroît la fragilité de l'équilibre économique.

Les questions anti-européennes et les questions anti-migratoires n'ont pas été mises en avant par les gilets jaunes. Les gilets jaunes demandent la baisse du prix de l'essence ou le retour des services publics. Il s'agit ainsi d'une forme de politique traditionnelle. La démocratie recouvre aussi la pression des pauvres sur les riches. Si démos signifie peuple, cratie signifie force ou violence.

Il existe deux versions de la démocratie : la démocratie radicale et la démocratie libérale. ■

CANCERS PROFESSIONNELS : l'Union européenne renforce la protection des travailleurs

Le cancer est la première cause de mortalité liée au travail en Europe. Dans l'Union européenne, sept à douze personnes meurent d'un cancer d'origine professionnelle toutes les heures. Derrière ces chiffres glaçants se vivent des réalités pénibles et diverses : celles de travailleurs qui sont ou ont été exposés à des substances nocives sur leur lieu de travail.

Pour réduire ces risques, la Commission européenne a entrepris de revoir la Directive encadrant les substances cancérigènes et mutagènes, datant de 2004. Les partenaires sociaux et les instances scientifiques ont été consultés en amont. Ensuite, ces textes ont été soumis aux discussions du Parlement européen et du Conseil dans lequel siègent les États. L'objectif : réduire l'exposition à un certain nombre de substances, en établissant des prescriptions minimales tout en tenant compte des réalités de terrain.

Le député européen **Claude Rolin**, vice-Président de la commission de l'Emploi et des Affaires sociales, a représenté le Parlement européen au cours des négociations :



« Il est essentiel d'agir au niveau européen, en concertation avec les partenaires sociaux, afin de garantir une protection efficace et une précaution suffisante des travailleurs de façon obligatoire. Dans la lignée de ce qui existe pour l'amiante, nous avons acté le suivi médical des travailleurs y compris après leur activité professionnelle, car il est fréquent que les maladies liées au travail, se déclenchent des années après l'exposition et soient détectées très voire trop tard. »

Outre la vingtaine de substances concernées par les différentes phases de révision, les négociateurs du Parlement ont également obtenu de la Commission qu'elle procède en 2019 à une analyse d'impact sur les substances reprotoxiques qui peuvent être nuisibles pour la fertilité ou altérer le développement du fœtus. Le second rapport, mené par Claude Rolin, s'est mué en tour de force pour inclure les émissions de diesel auxquelles sont

exposés des millions de travailleurs. Adopté largement par les députés en décembre dernier, le texte prévoit effectivement l'établissement d'une valeur limite d'exposition professionnelle aux fumées toxiques de diesel.

La troisième phase de révision est actuellement en discussion. Les représentants du Parlement se veulent à nouveau ambitieux puisqu'ils souhaitent ouvrir le champ de la directive aux médicaments cytotoxiques. Utilisés entre autres pour les chimiothérapies, ces substances chimiques représentent un risque pour le personnel soignant qui les manipule.

Risquer sa santé en soignant celle des autres, perdre la vie en tentant de la gagner ; une situation inacceptable à laquelle sont malheureusement confrontés les travailleurs de multiples secteurs. C'est pourquoi il serait essentiel d'instaurer un mécanisme de révision permanente, au-delà de l'actuelle législature. Seuls l'ajout et le contrôle constants de substances et de valeurs limites d'exposition professionnelle en regard des avancées scientifiques et technologiques, permettront de protéger la santé de l'ensemble des travailleurs. ■

OCCUPATIONAL CANCER : the European Union strengthens the protection of workers

Cancer is the leading cause of work-related death in Europe. In the European Union, seven to twelve people die from occupational cancer every hour. Behind these chilling figures are painful and diverse realities: those of workers who are or have been exposed to harmful substances in their workplace.

To reduce these risks, the European Commission is reviewing the 2004 Directive on carcinogens and mutagens. Social partners and scientific bodies have been consulted upstream. These texts were then submitted to the discussions of the European Parliament and the Council in which the states sit. The goal is to reduce exposure to a number of substances by setting minimum requirements while taking into account the realities on the ground.

MEP **Claude Rolin**, Vice-President of the Committee on Employment and Social Affairs, represented the European Parliament during the negotiations:

« It is essential to act at European



level, in consultation with the social partners, to ensure effective protection and adequate precaution of workers. In line with what exists for asbestos, we have documented the medical monitoring of workers including after their professional life, because it is common for work-related diseases to be triggered years after exposure and are detected very late or even too late. »

In addition to the 20 or so substances covered by the different revision stages, the Parliament's negotiators also obtained from the Commission that in 2019 an impact assessment will be carried out on reprotoxic substances that may be harmful to fertility or impair fetus development. The second report, led by Claude Rolin, has become a tour de force to include diesel emissions to which millions of workers are exposed. Approved widely by MEPs last December,

the text effectively provides for the establishment of a limit value for occupational exposure to toxic diesel fumes.

The third phase of revision is currently under discussion. Parliament's representatives want to be ambitious again because they want to open

the scope of the directive to cytotoxic medicines. Used for chemotherapy, among other things, these chemicals pose a risk to the caregivers who handle them.

To risk one's health by taking care of the health of others, to lose one's life while trying to make a living is an unacceptable situation that is sadly faced by workers in multiple sectors. That is why it would be essential to establish a permanent review mechanism, beyond the current legislature. Only the constant addition and control of substances and occupational exposure limit values in the light of scientific and technological advances will protect the health of all workers. ■

*For more details, see the following article:
<http://www.clauderolin.eu/actualites/cmddoc/>*

INVENTER UNE SOCIÉTÉ DE LA LONGÉVITÉ SOLIDAIRE



Serge Guérin

Sociologue et Professeur à l'INSEEC où il dirige le MSc Directeur des établissements de santé. Co-auteur de « La guerre des générations aura-t-elle lieu ? », Calmann-Lévy, 2017 et de « La Silver économie », La Charte, 2018.



Devant la nouvelle donne démographique marquée par le vieillissement et la longévité, implique de poser les bases d'une politique du care, passant par la valorisation des métiers du soin, le soutien concret aux aidants bénévoles d'un proche, la priorité donnée à la prévention et le changement de regard sur la fragilité.

Réussir une politique de la longévité impliquerait de renforcer les politiques de mobilité et d'adaptation de l'habitat pour faciliter la vie à domicile, et de lutter contre l'isolement des plus âgés (27% des plus de 80 ans affirment ne voir aucune personne au moins un jour sur deux).

L'enjeu est aussi d'assurer le continuum entre le chez soi et, si besoin, la maison de retraite médicalisée. Entre les deux, une variété de solutions existe déjà, car les acteurs (secteur Hlm, promoteurs, milieux associatifs,

individus, collectivités territoriales, ...) inventent régulièrement de nouvelles approches moins onéreuses et plus attentive aux besoins et désirs des âgés.

Plus largement, en termes de prévention et d'accompagnement du parcours de vie des aînés, le développement de l'accueil de jour et du passage à une logique de plate-forme gériatrique et de soin participerait d'une politique de la longévité bien mieux adaptée. C'est la notion d'« Ehpad hors les murs ». Peut-être faudrait-il les renommer en Maisons d'accueil des Aînés et de l'Autonomie (M3A)...

La société de la longévité implique une nouvelle protection sociale qui mette l'accent sur la prévention, et en prenant impérativement en compte la situation de la personne dans sa globalité (famille, situation professionnelle...). Or, depuis le Rapport Laroque de 1962, les

réponses à la question de la prise en compte collective de la perte d'autonomie liée au grand âge sont restées de circonstances et en déficit de vision politique.

Régulièrement la question de la création d'une cinquième branche de la sécurité sociale dédiée au financement collectif du risque perte d'autonomie ressurgit. Peut-être faudrait-il faire plus simple et élargir l'assurance maladie à la prise en charge du risque de perte d'autonomie ? Cela éviterait de pointer du doigt les plus âgés et permettrait d'accompagner le risque de déficit d'autonomie sans que l'âge ne soit un critère.

Notre monde se veut toujours plus performant, mais génère toujours plus de vulnérabilité, une Société de la longévité réussie implique de faire de la fragilité un levier formidable d'innovation et de solidarité. ■

RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE : QUEL IMPACT POUR LES ASSURANCES SANTE ?



Patrick Cuenot
est formateur, coach & consultant
veille stratégique

« **B**onne année, bonne santé » avon-nous l'habitude de dire machinalement à nos proches à chaque nouvelle année. Cette formule souligne l'importance que nous accordons à notre santé. Mais le réchauffement climatique pourrait la mettre à mal.

Longtemps mis en doute par certains acteurs économiques, le réchauffement climatique est désormais une réalité. Les observations sont sans appel : au cours des 25 dernières années, la température a augmenté de 0,18°C tous les dix ans dans le monde, alors que cette hausse s'élevait à 0,85°C au cours des 130 dernières années. A l'origine de ce réchauffement climatique, l'utilisation par les hommes de combustibles fossiles (gaz, hydrocarbures...) dans le cadre de leur activité industrielle qui ont rejeté des quantités importantes de dioxyde de carbone et de gaz à

effet de serre. Ces gaz retiennent la chaleur dans les couches les plus basses de l'atmosphère. Il en résulte une hausse globale des températures entraînant des épisodes de canicule ou de précipitations. Ces phénomènes météorologiques fragilisent l'état de santé des hommes.

Tous malades en 2050 ?

Les effets du réchauffement climatique se manifestent d'abord au niveau de la santé physique de l'humanité. La population européenne traverse, depuis le début des années 70, une période de fécondité inférieure au seuil de remplacement des générations.

Cette baisse de la fécondité s'accompagne d'une hausse de l'espérance de vie. Cela signifie que la majorité des personnes qui composent la population européenne est née entre 1945 et 1975 (les fameux « *baby boomers* »). Ces personnes, en 2030 seront donc âgées de 55 à 85 ans. Ce qui fait

de l'Europe un continent vieillissant, donc de santé plus fragile. Les canicules et inondations qui accompagnent le réchauffement climatique accroissent les risques d'accidents cardiovasculaires et respiratoires, notamment dans les rangs des « *baby boomers* » les plus vulnérables, mais aussi des jeunes enfants.

Le réchauffement climatique induit d'autres effets. Notamment l'allongement de la saison pollinique, au cours de laquelle la végétation produit et diffuse du pollen dans l'atmosphère. Une période à haut risques pour les personnes allergiques, qui développent alors rhinites allergiques et crises d'asthme. Des pathologies plus fréquentes en milieu urbain qu'en milieu rural. Or, plus d'un européen sur deux vit en ville...

Avec la hausse des températures, les environnements se transforment. Et la faune peut entamer un processus migratoire. Ainsi,

les habitants du sud de l'Oural ont vu avec crainte arriver des tarentules vénéneuses à la morsure douloureuse du Kazakhstan voisin. Si l'exemple russe peut paraître lointain, les pathologies transmises par les moustiques, (en particulier *Aedes Albopictus*, le moustique tigre), les poux, les tiques ou les mouches sont à nos portes : cas de dengue autochtone à Saint Laurent du Var (Alpes Maritimes), de chikungunya à Rome en 2017, maladie de Lyme en pleine expansion en France en 2016...

Mais si la montée des températures fragilise notre système immunitaire, elle attaque également notre santé mentale.

La santé, c'est aussi dans la tête

Nous le savons tous : lors des périodes de canicule, la qualité de notre sommeil s'en trouve altérée. L'explication résiderait dans l'inhibition par la température

de neurones DN1ps, situés dans le réseau neuronal circadien. Mais une étude menée en 2018 par Jamie MULLINS & Corey WHITE a établi une corrélation entre insuffisance de sommeil et consultations pour problèmes psycho-sociaux et de santé mentale. Par ailleurs, il semble que les risques de suicides augmentent avec la montée des températures. Mais les canicules ne sont pas les seules à exercer leur effet néfaste sur le psychisme humain : les inondations et leur cortège de destruction des biens provoquent l'émergence de troubles mentaux et de stress pouvant déboucher sur des incidents cardiovasculaires.

Si le manque de sommeil consécutif à l'augmentation des températures provoque des perturbations de santé, il exerce aussi son influence sur l'activité économique : risques psycho-sociaux dus à des tensions, risques

d'accidents dus à une altération de la vigilance...D'ors et déjà, le réchauffement climatique a un coût économique : 153 heures de travail perdues France en en 2017. A cet égard, le coût estimé des dommages directs pour la santé se situe entre 2 et 4 milliards de dollars par an d'ici 2030.

Assurer, c'est anticiper

Bien entendu, comme dans tous les sujets impliquant des interactions complexes entre environnement naturel, culturel, économique et social, les mesures d'adaptation et d'atténuation des effets indésirables de cette hausse de température globale sur la santé des hommes débouchent sur des initiatives diverses : Plan National Canicule pour limiter le nombre de décès dus à la forte chaleur, nouvelles conceptions de l'environnement urbain, aménagement de l'activité économique...Une collabora-



tion interdisciplinaire favorisera la compréhension des différentes interactions à l'œuvre ainsi que l'émergence de solutions pragmatiques et efficaces.

Il n'en reste pas moins que le secteur de l'assurance est l'un des principaux concernés, car il devra payer davantage aux assurés, à mesure que les phénomènes météorologiques deviendront plus fréquents et plus graves. Une indemnisation que le vieillissement de la population et son moindre remplacement contribue à rendre complexe. Anticiper les conséquences du changement climatique pour mieux en calculer les risques devient un impératif pour en atténuer l'exposition ou s'y adapter. Même si ces risques demeurent difficiles à assurer, car difficiles à modéliser du fait des interactions complexes précédemment évoquées.

Complémentaire santé : qui va payer ?

Sur le plan économique, les mutuelles interviennent pour compléter le remboursement des dépenses de santé de tous les actifs, qu'ils soient salariés, depuis janvier 2016, ou indépendants, depuis la loi du 11 février 1994 dite Madelin. Or, l'augmentation de ces problèmes de santé au fil des années finira par peser sur les prises en charge des complémentaires santé, pour lesquelles les budgets des mutuelles restent limités. Pour corser le tout, la décision politique de renforcer l'accès aux soins

sans barrière de coût entraînera, en 2019, une accélération dans les renégociations des régimes de santé aussi bien au niveau des prestations devant intégrer les notions de RAC 0 que dans la définition d'ayants droits et de catégories de personnel. Une mesure dont le coût sera transféré de l'assuré vers la sécurité sociale et les complémentaires d'une part et les fabricants de produit d'autre part. Des traces de cette mise en conformité devraient être détectées, notamment, dans les conventions collectives nationales.

Les laissés-pour-compte de l'assurance santé

Il reste que, sur le plan socio-économique, certaines populations inactives, comme les retraités, les étudiants et les chômeurs, pourraient payer très cher l'accès aux soins sans coût.

Les retraités, en raison de leur état de santé, consomment plus fréquemment des prestations de soins. Et pourraient voir le coût de leur complémentaire santé s'envoler. Ce qui pourrait les dissuader de rester couverts. Pourtant, aux yeux des vendeurs de contrats d'assurance, la complémentaire santé vendue aux seniors constitue un produit d'appel pour leur proposer d'autres contrats : assurance-vie, assurance décès, assurance obèses...

Les étudiants aussi sortent sans couverture complémentaire santé, affirme la Fédération Natio-

nale Indépendante des Mutuelles (FNIM), qui constate une baisse de la couverture par une complémentaire santé auprès des 18-24 ans. Une couverture qui reste encore très liée au revenus.

Ce qui explique l'absence de couverture santé chez les chômeurs, malgré l'existence de la CMU-C. Or, le stress généré par la recherche d'emploi, couplé avec le changement climatique, constitue un cocktail détonant pouvant accélérer la survenance d'accidents cardio-vasculaires et le passage à l'acte suicidaire.

Le changement climatique pourrait, si les décideurs n'y prennent pas garde, accroître les inégalités sociales entre inclus et exclus de l'assurance santé. ■

Bibliographie

- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE « changement climatique et santé humaine »
- OUEST FRANCE « Le nombre d'étudiants couverts par une mutuelle en forte baisse » 8 janvier 2019
- Jamie MULLINS & Corey WHITE « Temperature, Climate Change, and Mental Health: Evidence from the Spectrum of Mental Health Outcomes » 2018
- PROFIDEO « 100% santé : le compte à rebours est lancé », « 2018 : bilan de la négociation conventionnelle des régimes de Santé », « assurance de comportement : vous payez ce que vous êtes » 2018
- SANTIANE.FR « Retraités : alerte sur les hausses de complémentaire santé » 23 octobre 2018
- ENVIRO2B « Les assureurs seront durement touchés par les changements climatiques » 4 juin 2018
- Mélanie BEAUDOIN (MON CLIMAT, MA SANTE) « Quand les changements climatiques irritent la santé mentale » 22 mai 2018
- Pierre MENETON, Marie PLESSZ, Émilie COURTIN, Céline RIBET, Marcel GOLDBERG et Marie ZINS « Le chômage : un problème de santé public majeur » janvier 2017
- Nick OBRADOVICH, Robyn MIGLIORINI, Sara C. MEDNICK & James H. FOWLER (SCIENCE ADVANCES) « Nighttime temperature and human sleep loss in a changing climate » 26 mai 2017
- Brigitte BEGUE (E-SANTE) « Le réchauffement climatique et son impact sur notre santé » 8 septembre 2016
- Baptiste CLARKE (ACTU-ENVIRONNEMENT) « La maladie de Lyme en pleine expansion en France » 11 juin 2016
- Mathilde PASCAL, Pascal BEAUDEAU, Karine LAALDI, Philippe PIRARD, Robert VAUTARD « Changement climatique et santé : nouveaux défis pour l'épidémiologie et la santé publique » novembre 2015
- Gérard-François DUMONT (DIPLOWEB) « UE prospective démographique » 20 avril 2011

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DOIT S'ACCOMPAGNER D'UN NOUVEAU MODÈLE D'ENTREPRISE



Lucid Schmid co-présidente de la Green European Fondation est intervenue à la 45^{ème} Rencontre IPSE à Bruxelles les 22 et 23 novembre 2018, ce texte prolonge les réflexions présentées lors de cette initiative. Elle est une des animatrices de la Fabrique Ecologique qui produit régulièrement des notes pour débattre sur le diagnostic précis du traitement des questions écologiques dans le processus de décision européenne à partir de cas pratiques (pesticides, politique climatique, etc.).

La dernière note porte plus particulièrement sur les perspectives pour la prochaine mandature.

Aujourd'hui les sociétés sont confrontées au double défi du dérèglement climatique et de la destruction massive de la biodiversité. Le dernier rapport du GIEC établi à l'occasion de la COP 24 de Katowice, montre l'ampleur des transformations à mener pour transformer le modèle économique et social actuel en un système compatible avec une limitation du réchauffement climatique à 1,5 degrés à l'horizon de 2100.

Les entreprises sont en première ligne à plusieurs titres, de manière positive ou négative. En tant qu'agents émetteurs de gaz

à effet de serre (GES) auxquels s'applique le principe pollueur/payeur, en tant qu'acteurs influents et indispensables lorsqu'il s'agit de transformer les comportements (écologie de l'offre), en tant qu'acteurs du développement et de l'aménagement des territoires, comme parties prenantes essentielles de l'emploi et de la formation.

Toutes les entreprises ne sont pas dans la même situation face à la perspective écologique. Certains secteurs en sont a priori les perdants (énergies fossiles), d'autres sont en pleine expansion (alimentation bio, énergies renouvelables, maîtrise énergétique...),

d'autres encore comme le secteur des assurances expérimentent déjà les effets du dérèglement climatique sur leur métier (multiplication des catastrophes naturelles). Les effets sur l'emploi sont également variables et ce qu'on qualifie d'emploi vert reste une catégorie très hétérogène (de l'ingénieur énergétique au jardinier) dont l'ampleur reste mal évaluée. Les incertitudes liées aux urgences environnementales ont déjà un impact profond sur les analyses et les décisions stratégiques des grandes entreprises. Les PME ne sont pas épargnées avec le développement de nouvelles demandes et de nouveaux métiers.

Enfin la question du financement de la transition écologique dont on sait qu'elle implique des investissements majeurs à toutes les échelles (locales, nationales, européenne, dans les pays du Sud), bouleverse les manières de voir classique, la hiérarchie des priorités, les partenariats entre public et privé, les besoins dans les territoires, la manière de penser la rentabilité.

Dans ce paysage très changeant, émerge une nouvelle vision de l'entreprise ou plutôt des entreprises par rapport à un mouvement qui concerne l'ensemble des acteurs sociaux (des individus à l'Etat en passant par les collectivités locales et les acteurs privés).

Cette vision doit se construire autour des éléments suivants :

- ⊙ Une nouvelle culture du risque et de l'innovation. Les défis liés à l'écologie obligent à reconsidérer certains positionnements, à des reconversions qui concernent les entreprises, les territoires, les spécialisations nationales, les emplois

- ⊙ La recherche (aujourd'hui très inaboutie) d'une interaction entre transition écologique et transition sociale,

- ⊙ Une culture concrète de l'expérimentation qui devrait nourrir de nouvelles manières

de réguler et d'encadrer

- ⊙ Une priorité au moyen et long terme

- ⊙ La réintégration des externalités économiques dans les raisonnements stratégiques (coût de l'inaction écologique, nouvelle définition de la rentabilité) et donc une réflexion sur de nouveaux liens entre action publique et action privée,

- ⊙ Une interrogation sur la place de la science dans les processus de décision.

C'est à ces conditions que l'opposition classique entre écologie et économie, écologie et marché, ou écologie et capitalisme pourra être dépassée.

Cette opposition repose en effet sur le constat que les politiques économiques et les décisions d'entreprise sont fixées par rapport à un horizon et une rentabilité de court terme, que les marchés ne disposent pas de véritables régulations, et que le financement de l'économie va largement à des secteurs défavorables à la transition écologique (subventions aux énergies fossiles, au transport routier et non au ferroviaire, à

l'agriculture intensive ...). Mais d'autres choix économiques et financiers peuvent être faits et portés conjointement par les acteurs publics et privés.

Pour imaginer ce nouveau modèle d'entreprise il est essentiel d'associer une dimension macro-économique (cadre de régulation favorable à la transition écologique, prise en compte des éléments de la science, état des négociations internationales et européennes) à une mise en œuvre micro-économique. Ainsi l'évolution de la comptabilité des entreprises devrait refléter la valorisation de certains investissements d'avenir écologiques ou à l'inverse dégrader certains actifs dont l'impact environnemental est très négatif. C'est le raisonnement qu'avait tenu Gérard Mesrallet alors PDG d'Engie en 2014 concernant certaines centrales thermiques fortement émettrices de GES (Gaz à effet de serre).

Cet exemple montre que le raisonnement suivi dans le fameux rapport STERN de 2006 sur le coût de l'inaction écologique peut être tenu mutatis mutandis à l'échelle des entreprises. Mais pour cela il est impératif que le cadre dans lequel évolue les entreprises soit fixé de manière durablement favorable à la transition écologique et avec une cohérence des échelles entre le local, le national et l'euro-péen. ■



AVANCÉES ET INCERTITUDES DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE SANTÉ AU TRAVAIL

L'activité législative de l'Union européenne concernant la santé et la sécurité des travailleurs a subi une longue éclipse pendant les deux commissions présidées par M. Barroso (2004-2014). En mai 2016, une brèche s'est ouverte avec le lancement de la révision de la directive sur les agents cancérigènes au travail. Face à la réalité tragique que représentent dans l'Union européenne 100.000 décès par an causés par une absence de prévention suffisante sur les lieux de travail, différents acteurs se sont mobilisés réviser la législation européenne dans ce domaine.

Les propositions initiales de la Commission visaient à une révision minimaliste de valeurs-limites concernant un certain nombre d'agents cancérigènes. Grâce à l'action du Parlement européen, des objectifs beaucoup plus ambitieux ont été définis. Les résultats obtenus jusqu'à présent, suite aux négociations entre le Parlement et le Conseil des ministres, ont permis de réaliser des avancées réelles sur des points importants : valeurs-limites d'exposition plus strictes pour un certain nombre de substances; inclusion des émissions de moteurs

diesel dans le champ d'application de la directive ; premiers pas vers un élargissement du champ d'application de la directive vers les substances toxiques pour la reproduction et les expositions du personnel de la santé à des médicaments dangereux.

Ce tournant permettra-t-il de revitaliser la politique communautaire ou restera-t-il un développement isolé ? Il est impossible aujourd'hui de répondre à cette question. D'une part, l'année 2019 peut contenir de nombreuses incertitudes concernant le projet européen en tant que tel. Que se passera-t-il avec le Brexit ?

Quelle sera l'orientation du prochain Parlement européen élu en mai 2019 ? Quelles seront les priorités politiques de la nouvelle Commission qui sera désignée à la fin de cette même année ?

Ce qui reste incontestable, c'est que la santé au travail est un chantier qui répond à des besoins réels des populations en Europe. Les conditions d'emploi et de travail déterminent une part importante des inégalités sociales de santé en Europe comme dans le reste du monde.

Dans quelle mesure la brèche

ouverte sur la question des cancers pourrait contribuer à revitaliser les politiques de santé au travail dans leur ensemble ? Parmi les défis les plus importants. Il faut mentionner les risques psycho-sociaux et des troubles musculo-squelettiques. Ces deux domaines ont en commun de soulever la question de l'organisation du travail et du contrôle que les travailleurs peuvent exercer – collectivement et individuellement – sur celle-ci.

Au-delà de chaque thématique particulière ; il existe des liens étroits entre santé au travail, choix industriels, environnement, qualité de l'emploi et démocratie au travail. A travers la santé au travail, c'est le modèle social européen qui est mis en débat. ■



Laurent VOGEL est responsable du département Conditions de travail, Santé et Sécurité à l'INSTITUT SYNDICAL EUROPEEN

PROGRESS AND UNCERTAINTIES OF EUROPEAN OCCUPATIONAL HEALTH POLICY

A lawyer by training, Laurent Vogel is currently a researcher at the European Trade Union Institute (ISE / ETUI). Its main areas of research are gender pay inequalities and occupational health. He is also very involved at the international level in various campaigns for the ban of asbestos. For Ipse, this renowned researcher accepted to come back to the recent progress at Community level on health at work.

Founded in 2005 following the merger of three centers of expertise of the European Trade Union Confederation, the European Trade Union Institute is divided into three departments: research, training, working conditions and occupational health. The ETUI uses its skills - acquired in particular through its academic and expert networks - to serve the defense of workers' interests at the European level and to strengthen the social aspect of the European Union. Among its recent publications, the 2018 edition of its "Social policy in the European Union: state of play" is a remarkable source of information.

The European Union's legislative activity concerning the health and safety of workers was eclipsed during Mr Barroso's two terms as president of the European commission (2004-2014). In May 2016, a breach opened with the launch

of the revision of the carcinogenic agents at work directive. In view of the tragic reality of 100,000 deaths per year in the European Union caused by a lack of sufficient prevention in the workplace, various actors have taken action to revise European legislation in this area.

The Commission's original proposals aimed at a minimalist revision of limit values for a number of carcinogenic agents. Thanks to the action of the European Parliament, much more ambitious objectives have been defined. The results achieved so far, following the negotiations between the Parliament and the Council of Ministers, have made real progress on important points: more stringent exposure limit values for a number of substances; inclusion of diesel engine emissions within the scope of the Directive; first steps towards broadening the scope of the Directive to toxic substances to reproduction and exposing health personnel to dangerous drugs.

Will this turning point help to revitalize Community policy or will it remain an isolated event? It is impossible today to answer this question. Firstly, the year 2019 may contain many uncertainties concerning the European project as such. What will happen with Brexit? What will be the orientation of the next European Parliament elected in May 2019? What

will be the political priorities of the new Commission to be designated at the end of that year?

What remains unquestionable is that health at work is an issue that meets the real needs of the people in Europe. Employment and working conditions account for a large share of social inequalities in health, and these inequalities are increasing in Europe as in the rest of the world.

To what extent could the open breach of the cancer issue contribute to the revitalization of workplace health policies as a whole? Among the most important challenges, we must mention the psycho-social risks and musculoskeletal disorders. These two areas have in common that they raise the question of the organization of work and the control that workers can exercise - collectively and individually - over it.

Beyond each particular theme; there are strong links between occupational health, industrial choice, environment, quality of employment and workplace democracy. Through occupational health, the European social model itself is being debated. ■

Laurent VOGEL is Head of the Health and Safety Department at the EUROPEAN TRADE UNION INSTITUTE